

Gaza: sanctions diplomatiques en chaîne pour Israël

Description

Après la Bolivie, le Chili et la Colombie, c'est au tour de l'Afrique du Sud de rappeler ses diplomates en guise de protestation contre les crimes de guerre perpétrés par Israël dans la bande de Gaza.

Par l'Agence Média Palestine, le 9 novembre 2023, mis à jour le 10 novembre



Naledi Pandor

« Le gouvernement sud-africain a décidé de retirer tous ses diplomates de Tel-Aviv pour des consultations », a annoncé à la presse la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Naledi Pandor, lundi 6 novembre. Le gouvernement sud-africain accuse Israël de commettre un génocide et des crimes de guerre à Gaza.

« Nous sommes, comme vous le savez, extrêmement préoccupés par la perpétration de meurtres d'enfants et de civils innocents dans les territoires palestiniens et nous pensons que la réponse d'Israël est devenue une punition collective », a affirmé Naledi Pandor. « Nous avons estimé qu'il était important de signaler l'inquiétude de l'Afrique du Sud tout en continuant à appeler à une cessation globale [des hostilités]. »

La durée du rappel des diplomates sud-africains n'a pas été précisée.

Cette sanction diplomatique arrive quelques jours seulement après des déclarations similaires de la part de plusieurs pays d'Amérique latine, comme le Chili, la Bolivie et la Colombie. Le gouvernement bolivien avait annoncé le mardi 31 octobre dernier, la rupture de ses relations diplomatiques avec Israël en raison des crimes de guerre commis par Israël dans la bande de Gaza. Le gouvernement bolivien « a pris la décision de rompre les relations diplomatiques avec Israël, en signe de rejet et de condamnation de l'offensive militaire israélienne agressive et disproportionnée menée dans la bande de Gaza », avait déclaré le ministre des affaires étrangères bolivien lors d'une conférence de presse, le 1er novembre dernier.

Bolivia se convierte en el primer país latinoamericano en romper relaciones con Israel debido a los ataques dirigidos a la Franja de Gaza.

Chile y Colombia contemplan tomar las mismas medidas.

pic.twitter.com/tkRuOluufa

â?? AJ+Español (@ajplusespanol) [November 1, 2023](#)

De même, le président colombien Gustavo Petro a annoncé, mercredi 1er novembre, avoir convoqué l'ambassadeur de son pays à Tel-Aviv, et ce pour protester contre « le massacre commis par Israël contre les Palestiniens ». Petro a déclaré dans un post sur la plateforme X, anciennement Twitter : « J'ai décidé de convoquer notre ambassadeur en Israël pour consultations. Si Israël ne met pas fin au massacre contre le peuple palestinien, nous ne pourrions pas rester dans ce pays ».

Le président chilien, Gabriel Boric, a aussi annoncé que son pays avait rappelé son ambassadeur en Israël pour consultations, en raison des violations du droit international humanitaire perpétrées dans la bande de Gaza par Israël. « Compte tenu des violations inacceptables du droit international humanitaire commises par Israël dans la bande de Gaza, nous avons décidé, en tant que gouvernement chilien, de convoquer l'ambassadeur du Chili en Israël, Jorge Carvajal, à Santiago pour consultations », a déclaré Boric dans un post sur la plateforme X mercredi 1er novembre.

Dans un même souffle, le président brésilien Lula qualifie la situation à Gaza de « génocide », le 25 octobre lors d'une conférence de presse.

Le ministre des Affaires étrangères jordanien Ayman Al-Safadi décide de son côté de rappeler le mercredi 1er novembre son ambassadeur en Israël. Le ministre des Affaires étrangères jordanien affirme dans un communiqué : « Nous rejetons et condamnons la guerre israélienne continue à Gaza qui tue des innocents, provoque une catastrophe humanitaire sans précédent », en mettant en garde contre une « expansion » de cette guerre, qui « menacerait la sécurité de l'ensemble de la région ainsi que la sécurité et la paix mondiales ».

Alors que le processus de normalisation des relations entre l'Arabie saoudite et Israël est interrompu depuis le début des bombardements israéliens à Gaza, le Maroc a lui aussi rappelé son indignation face aux crimes israéliens qui se déroulent sous nos yeux à Gaza. Alors que le soutien au peuple palestinien et les slogans de condamnation d'Israël se font entendre depuis plusieurs semaines dans les rues des grandes villes marocaines, le directeur général au ministère des Affaires étrangères marocain, Fouad Yazourh, [récit](#) jeudi 9 novembre à Paris, son appel à un cessez-le-feu immédiat à Gaza, lors de la Conférence humanitaire internationale pour la population civile de Gaza, tenue à l'Elysée.

<https://twitter.com/MarocDiplomatie/status/1720080275651309588>

Les sanctions diplomatiques s'enchaînent depuis ces derniers jours pour Israël, mais l'expression d'une volonté de rupture diplomatique avec Israël univoque et plus globale des autres puissances mondiales est nécessaire afin d'exercer une réelle pression sur le gouvernement israélien, afin de mettre fin aux crimes de guerres et crimes contre l'humanité perpétrés à Gaza.

date créée
2023/11/09